

**Bruxelles, le 14 avril 2003**

**CONV 687/03**

**CONTRIB 304**

## NOTE DE TRANSMISSION

du:                    Secrétariat

à la: Convention

**Objet:** Contribution au débat sur l'espace de liberté, sécurité et justice  
(art. 31 I partie et articles 1-23 II partie de la Constitution)

Le Secrétaire général de la Convention a reçu la contribution figurant en annexe de Mme Elena Paciotti, Membre suppléant de la Convention.

**CONTRIBUTION DE ELENA PACIOTTI**  
**AU DÉBAT SUR L'ESPACE DE LIBERTÉ, SECURITÉ ET JUSTICE**  
**(ART. 31 I PARTIE ET ARTICLES 1-23 II PARTIE DE LA CONSTITUTION)**

Pour garantir pleinement les droits des citoyens, il est nécessaire qu'il n'y ait pas d'exceptions au contrôle juridictionnel de la Cour de Justice quand il s'agit d'appliquer le droit de l'Union: il faudrait donc accueillir la demande, introduite par des nombreux membres de la Convention,<sup>1</sup> d'éliminer l'art. 9, qui, selon le sens qu'on lui attribue, apparaît superflu ou nuisible.

Pour des raisons de démocratie, de transparence et de cohérence il est opportun qu'il n'y ait pas d'exceptions à la procédure législative, tout en reconnaissant l'exigence de préserver certaines particularités de l'Espace de liberté, sécurité et justice.

Des nombreux amendements<sup>2</sup> demandent donc qu'on supprime l'art. 31, qui n'a aucune raison d'être parmi les instruments juridiques.

Pour assurer le droit des Etats membres de formuler des propositions législatives, tout en gardant le pouvoir d'initiative de la Commission, un compromis raisonnable pourrait se trouver en prévoyant, aux artt. 7 et 8, que la Commission soit tenue à assumer toute proposition de loi sur demande du Parlement, du Conseil ou d' ¼ des Etats membres, en suivant, pour le reste, la procédure législative.

Des nombreux membres de la Convention<sup>3</sup> n'acceptent pas qu'on maintienne des cas de décision à l'unanimité de la part du Conseil, qui bloqueraient toute possibilité concrète de décider quand l'Union sera composée par 25 ou 28 Etats.

---

<sup>1</sup> Cfr.: am. 1 Farnleitner ; ma. 2 Fischer; am. 3 Brok et 32 membres; am. 3 Duhamel et 9 membres; am. 5 Wittbrodt et Fogler; am.6 Duff et 20 membres; am. 7 Voggenhuber et 2 membres; am. 8 Michel et 5 membres; am.9 Borrell et Carnero.

<sup>2</sup> Cfr.: am.1 Fischer, am.2 Voggenhuber et 3 membres, am.3 Wittbrodt et 1 membre, am.4, Brok et 31 membres, am.5 Duhamel et 10 membres, am.6 Michel et membres, am. 7 Duff et 20 membres, am. 8 Kaufmann, am. 9 Andriukaitis et 5 membres.

<sup>3</sup> Cfr. sur l'art. 14: am. 1 de Villepin, em 24 Duff et 19 membres, am.17 Farnleitner; am. 22 Santer et 3 membres; am. 23 Voggenhuber et 2 membres; am. 16 Michel et 5 membres; am. 9 Haenel et 1 membre; am. 21 Fischer; am. 25 Meyer; am. 26 Duhamel et 10 membres, am. 36 Borrell et Carnero. Sur l'art. 16: am.21 Duff et 1 membre, am. 19 Michel et 5 membres, am.20 Duhamel et 9 membres. Sur l'art.21: am. 7 Michel et 5 Membres, am. 18 Duff et 16 membres, am.19 Voggenhuber et 2 membres, am. générale van der Linden et Timmermans, am. générale Voggenhuber et 3 membres, am. 12 Duhamel et 10 membres, am. 18 Duff et 16 membres, am. 23 Borrell et 2 membres, am. 19 Voggenhuber et 2 membres. Sur l'art.23: am. 2 Borrell et 2 membres, am. 6 Michel et 5 membres, am. 11 Duhamel et 9 membres, am. 13 Duff et 17 membres.

Pourtant, même parmi ceux qui accepteraient certains hypothèses d'unanimité, on admet qu'il ne peut pas y avoir des lois décidées directement par le Conseil.

Dans ce cas, un compromis raisonnable pourrait se trouver en prévoyant que le Conseil décide - après l'avis du Parlement - l'éventuelle extension de la compétence de l'Union, c'est à dire l'augmentation de la base juridique, tout en adoptant les normes nécessaires selon la procédure législative. (notamment il s'agirait d'étendre la formule adoptée dans l'art. 17, à d'autres cas, comme celui prévu dans l'art. 14 pour le droit de famille).

En outre, il faudra adopter la procédure législative - éventuellement avec des majorités spéciales - lorsqu'il s'agit de normes qui touchent directement les droits des citoyens, comme celles qui concernent l'institution d'un Procureur européen ou l'intervention des autorités d'un Etat membre dans un autre Etat membre.

Pour ce qui concerne l'institution du Procureur européen, un nombre considérable<sup>1</sup> de membres de la Convention est favorable à la proposition d'instituer le Procureur avec la procédure législative (majorité qualifiée, majorité qualifiée renforcée, loi organique ou autres similaires). Des nombreux conventionnels<sup>2</sup> affirment aussi que le Procureur européen devrait être responsable uniquement en matière de lutte contre les fraudes communautaires. Par contre, certains membres de la Convention<sup>3</sup> sont contraires à la création d'un Procureur européen.

Un compromis possible pourrait se trouver en prévoyant que le Procureur sera institué avec une procédure législative renforcée, avec une compétence limitée seulement à la lutte contre la fraude, qui puisse ensuite être élargie à d'autres secteurs lorsqu'on trouvera un accord unanime au Conseil.

Bruxelles, le 10 avril 2003

---

<sup>1</sup> Cfr. sur l'art. 20: am. Costa et De Oliveira Martins; am. Duff et 20 membres; am. Michel et 5 membres; am. Brok et 30 membres; am. Voggenhuber et Lichtenberger; am. Meyer; am. Duhamel et 8 membres; am. Borrell, Carnero et Lopez Garrido.

<sup>2</sup> Cfr. sur l'art. 20: am. Floch; am. Brok et 30 membres; am. Teufel; am. Lopes et Lobo Antunes; am. Costa et d'Oliveira Martins; am. Michel et 5 membres; am. Wuermeling.

<sup>3</sup> Cfr. sur l'art. 20: am. Hain; am. de Vries et de Bruijn; am. Roche; am. Schlüter; am. Queiro, am. Wuermeling, am. Hjelm-Wallén, Lekberg et Lennmarker; am. Kirkhope; am. Farnleitner; am. Tajani; am. Heathcoat-Amory; am. Muscardini.